



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1813

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Marie-Christine Dalloz.

Mme Marie-Christine Dalloz. Ma question s'adressait à M. le Premier ministre.

Le Gouvernement est confronté à une crise sociale sans précédent à laquelle le Premier ministre semble incapable de trouver une issue digne.

Une députée du groupe LR . Eh oui !

Mme Marie-Christine Dalloz. Nous attendons maintenant sans espoirs les conclusions du grand débat national. Nous avons pourtant maintes fois alerté sur le matraquage fiscal injuste que vous faites peser sur les ménages, y compris sur les retraités, et qui fut le catalyseur de la mobilisation des Gilets jaunes. Le Premier ministre est en effet le détenteur d'un bien triste record : une hausse massive de la CSG et des taxes sur le carburant, outre la désindexation des pensions de retraite et des aides au logement.

Pendant ce temps, la dette publique française passe certainement le cap des 100 % du PIB à l'heure où je m'exprime. Je déplore le manque d'humilité de ce gouvernement qui se vante des chiffres de 2018 alors qu'au sein de la zone euro, la France reste le pire élève en matière de déficit, d'impôts et de dette.

En 2018, les prélèvements obligatoires ont augmenté de 4,5 milliards d'euros selon l'INSEE : nous sommes les champions d'Europe des taxes et impôts avec un taux de prélèvement obligatoire de 45 % du PIB contre 39,6 % en Allemagne. Comment le Premier ministre pourrait-il le justifier ?

Alors que la cohésion nationale se fracture de tous côtés, ce matin, votre majorité a rejeté en première lecture, en commission des finances, la proposition de loi visant à rétablir le pouvoir d'achat des Français, déposée à l'initiative de notre président Christian Jacob.

M. Ugo Bernalicis. C'est tout dire !

Mme Marie-Christine Dalloz. Ce texte portait des mesures fortes, courageuses, emblématiques et de nature à améliorer significativement le pouvoir d'achat des ménages : la réindexation des pensions de retraite, des allocations familiales et des aides au logement avec effet rétroactif ; la suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraités ; la baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu pour les deux premières tranches.

M. Fabien Roussel. Et l'ISF ?

Mme Marie-Christine Dalloz. Il est urgent de faire redescendre la pression fiscale par la baisse drastique de la dépense publique. En l'absence du Premier ministre, je vous pose la question, monsieur le ministre de l'action et des comptes publics : aurez-vous la volonté et le courage de suivre nos propositions de bon sens ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics.

M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics. Je me demande, madame la députée, si un jour vous allez vous réjouir des bonnes nouvelles pour votre pays, même si vous n'êtes pas aux responsabilités.
(*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes LaREM et MODEM. - Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Jean-Marie Sermier. Vous êtes le ministre des mauvaises nouvelles !

M. Gérard Darmanin, ministre. Peut-être auriez-vous pu souligner – tout en disant bien sûr qu'il faut continuer les efforts... – que, pour la première fois depuis plus de vingt ans, le déficit a baissé d'un point en deux ans et qu'il est de 2,5 % aujourd'hui, grâce au travail de cette majorité. (*Mêmes mouvements.*) Peut-être auriez-vous pu souligner le fait que, pour la première fois depuis dix ans, les impôts baissent dans notre pays, vous qui n'avez voté ni la suppression de la taxe d'habitation, ni la défiscalisation des heures supplémentaires. (*Mêmes mouvements.*) Peut-être auriez-vous pu aussi souligner que, pour la première fois depuis vingt ans, la dépense publique baisse en volume,...

Mme Marie-Christine Dalloz. C'est faux !

M. Gérard Darmanin, ministre. ...vous qui avec votre groupe avez proposé ce matin l'équivalent du programme du parti communiste, avec 20 milliards de dépenses publiques supplémentaires ! (*Mêmes mouvements.*) Je sais, madame Dalloz, que votre parti a vendu le siège de l'UMP, mais ne vous retrouvez tout de même pas place du Colonel-Fabien... (Rires sur de nombreux bancs des groupes LaREM et MODEM.)

M. Stéphane Peu. La porte est ouverte, rejoignez-nous !

M. Gérard Darmanin, ministre. Vous proposez 20 milliards de dépenses supplémentaires... alors que la politique économique courageuse de la majorité parlementaire doit continuer parce que le Président de la République met le pays sur les bons rails. Et vous devriez applaudir parce que la France va mieux, et non pas déplorer que la France réussisse ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Fabien Di Filippo. menteur !

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Christine Dalloz](#)

Circonscription : Jura (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1813

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 mars 2019](#)